

# LE PEUPLE SOUVERAIN

TOUT POUR LE PEUPLE ET PAR LE PEUPLE.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

LIBERTÉ ILLIMITÉE DE LA PENSÉE.

Journal des Travailleurs.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ, UNITÉ.

ORGANISATION DU TRAVAIL.

DROIT D'ASSOCIATION.

INSTRUCTION COMMUNE ET GRATUITE.

Le prix de l'Abonnement au PEUPLE SOUVERAIN est de 3 fr. pour un an; 1 fr. 50 c. pour six mois; 75 c. pour trois mois. — Bureaux du Journal, rue des Grands-Augustins, 28, chez Michel, éditeur de l'HISTOIRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

## PARIS, 26 MARS.

Qui vient de terminer brusquement, dans un coup de colère, la lutte depuis longtemps engagée entre ceux qui cherchaient à faire prévaloir dans les intelligences et à faire adopter par les cœurs les idées fécondes de *liberté*, d'*égalité* et de *fraternité*, et ceux qui faisaient obstacle à toute pensée d'affranchissement; entre ceux qui préparaient les funérailles du passé et ceux qui cherchaient, au contraire, à prolonger, sous des formes nouvelles, son existence, et qui, lorsque nous réclamions, pour le corps social en travail, de la chaleur, de la vie, de l'animation, de l'espace, nous jetaient aux bras du cadavre livide de la féodalité?

Qui a déterminé violemment la victoire en faveur des premiers?

Tandis que les suzerains de l'industrie garantissaient de triples bastions et de ponts-levis leurs coffres-forts..., tandis que ces hauts-barons consolidaient les anciennes prérogatives seigneuriales déguisées sous des noms divers, quel géant a fait trembler le sol et l'a ainsi déblayé tout-à-coup?

C'est le peuple!...

Usant enfin de son droit de souveraineté si longtemps méconnu, le peuple s'est levé et il a brisé le trône à l'ombre duquel on essayait de reconstruire le vieux système féodal. Il a accompli l'œuvre des *trois jours*, puis, debout et armé, il a étendu le bras vers un avenir tout resplendissant de la gloire de son passé en disant à ses mandataires : Voilà votre route!...

A ce cri de marche toute la société s'est ébranlée et la France a été lancée dans la plus vaste sphère qu'il ait été donné encore à aucun peuple de parcourir. La République a été proclamée! et on a pu lire sur le fronton de tous les édifices publics cette devise célèbre que nos pères ont proclamée, il y a un demi-siècle, à la face du monde, dogme saint de l'humanité moderne, protocole de l'avenir : *LIBERTÉ! ÉGALITÉ! FRATERNITÉ!*

O vous qui aviez été institués pour être les pères du peuple et qui n'avez su en être que les boureaux!... vous qui aviez reçu du ciel les biens de ce monde pour en être les administrateurs, les dispensateurs généreux jusqu'à la majorité du peuple et qui, dans votre égoïsme étroit, n'avez su en être que les avarés conservateurs; vous tous enfin adorateurs du veau d'or, alchimistes étroits qui n'avez vu dans le peuple que matière taillable et mortable, sachez-le bien une fois pour toutes : Votre règne est fini! Le peuple veut prendre part désormais à sa propre existence, il veut exercer ses droits de souveraineté!... N'essayez pas de vous poser en obstacle, vous seriez broyé par la roue en mouvement. La Révolution doit décrire son cercle en entier. Il faut enfin, ne le sentez-vous pas? que ce qui a été proclamé, il y a si longtemps déjà, dans le monde moral se réalise dans les faits. Il faut que ce qui a été incarné dans l'âme souffrante du prolétaire soit réalisé dans la vie sociale, que les mots deviennent enfin des choses palpables, de magnifiques réalités! C'est ce que vous a crié la Révolution de 1848 dans sa marche triomphale du 17 mars.

L'obésité de votre déesse fardée coûta trop cher au peuple; ne nous présentez donc plus de ces hideuses bacchantes, nous les repuserions du pied dans la boue... La Liberté bourgeoise nous fait horreur; toujours, après s'être servi de nous comme instrument de délivrance, à votre bénéfice, l'ingrate nous remplaça sous le joug; naguère elle vivait de nos misères, elle buvait nos larmes et elle cache encore sous ses vêtements les chaînes de l'esclavage. Il nous faut, à nous, cette déesse à la fois stoïque et fière comme une femme Spartiate et timide et douce comme une jeune vierge chrétienne qui déjà parlait, aux temps antiques, aux esclaves révoltés de la Sicile et de l'Italie et transformait leurs cœurs en autant de cœurs de héros; il nous faut enfin la Liberté des sectes égalitaires du moyen âge et des volontaires républicains de 1792, la chaste sœur de l'Égalité et de la Fraternité! Que dis-je? nous voulons voir planer sur notre jeune République ces trois saintes filles ensemble, car, comme trois sœurs chéries, elles sont enchaînées l'une à l'autre par un ineffable sentiment. Elles-là ne font pas d'exclusion; l'amour qui les enflamme est si large! elles vous appellent de tous leurs efforts dans la voie nou-

velle que vient d'ouvrir la Révolution; marchez-y franchement. Mais précisément aussi parce qu'elles ne veulent pas d'exclusion elles nous ont convié spécialement, nous, les prolétaires, les déshérités, les parias, au banquet sacré où la République française appelle toutes les castes pour les fondre en un seul peuple homogène et fort, un peuple de frères!...

La Liberté, l'Égalité, la Fraternité..., voilà donc désormais nos guides! Vous avez déjà vu comment le peuple pratique ses droits sous leur patronage et comment il accomplit ses devoirs sous leur inspiration; vous avez pu pressentir la manière imposante et énergique dont s'exercera bientôt la *souveraineté du peuple*. Soyez donc avec nous, avec le peuple, avec la République; c'est le parti le plus juste, le plus raisonnable et le plus conforme à votre intérêt même, que vous puissiez prendre en ces temps de virilité populaire; soyez, dis-je, avec nous, de cœur, d'esprit et de corps, et vous sentirez ce dogme de la *souveraineté du peuple*, qui nous a rendu si forts, vous pénétrer d'un sentiment de dignité qui vous élèvera l'âme. Vous vous sentirez plus haut d'une coudée lorsque vous ferez réellement partie du *peuple souverain*!

### Un mot sur la République.

La République! pas de mot plus grand, plus large, plus vibrant, par le temps qui court, que celui-là. Quel est le parti, la nuance sociale qui ne s'accorde aujourd'hui à exalter la forme républicaine comme celle qui doit définitivement régler les destinées de la France et même de l'Europe tout entière?

Écoutez à droite, à gauche; recueillez, si vous pouvez, en une seule, les mille voix qui parlent de république, vous n'en trouverez pas une qui n'ait un *Hosanna*, un *Alleluia* au service de la République. Cette unanimité est vraiment touchante, admirable; mais, entendons-nous. La République de 1848 que sera-t-elle? que doit-elle être? Ah! voilà la question; oui, voilà la question qui doit dominer toutes les autres, sous peine d'éprouver bientôt de nouvelles déceptions qui nous pousseront tous, malgré nous, dans des voies sans issue.

Aveugle, mille fois aveugle serait celui qui s'imaginerait que la République n'est qu'un changement de forme gouvernementale qui ne doit atteindre que la surface des choses; que, sous prétexte de procéder *avec ordre*, elle ne doit rien déranger de ce qui est et offrir ainsi au monde l'image de la paix et de l'harmonie. Il faut le dire; bien des gens en sont là; nous ne manquons pas d'innocents et naïfs républicains qui n'accordent à la République que ces étroites proportions; à les entendre, la République doit être une bonne fille, sage, timide, voire même prude, qui doit bien se garder de manifester certaines hardieses et que le seul moyen pour elle de vivre honorablement c'est d'entrer prudemment dans le cercle des intérêts acquis des positions faites, des mœurs façonnées, etc., etc.

Terribles républicains! comme vous comprenez la chose! de quelle profonde voyance vous êtes doués! et combien y en a-t-il de ceux-là? Phénomène inconcevable! les journaux qui ont fait la plus rude guerre au système déchu nous parlent aujourd'hui de cette république au petit pied, à l'eau de rose; ce sont eux les premiers qui rassurent l'aristocratie financière, territoriale, en même temps qu'ils engagent le peuple, les travailleurs à rentrer dans les limites prescrites, c'est-à-dire à ne rien demander qui modifie radicalement l'état social; respect, disent ces journaux, à la propriété, c'est par là que vous établirez solidement la République.

Nous ne sommes pas des perturbateurs; nous aimons l'ordre autant que les propriétaires, les maîtres, les fabricants et tous ceux qui exploitent les sueurs de la masse laborieuse, mais, nous l'avouons, nous ne comprenons qu'à grand peine la République appuyée sur cette devise, *liberté, égalité, fraternité*, avec le maintien absolu de ce qui a constitué la racine de tous les abus et privilèges sociaux.

Liberté! mais où est le fou, où est le charlatan qui prétende assurer la liberté des prolétaires sans une réorganisation nouvelle de la propriété? Ce qui fait la liberté civile et politique, ce qui en fait une chose réelle, vivante, et non une trompeuse et

perfide abstraction, c'est la propriété; donc, ou il faut faire autant de propriétaires qu'il y a de prolétaires, ou il faut socialiser la propriété de manière à ce que nul citoyen ne dépende matériellement de tout autre citoyen; hors de là, pas de salut, et je vous défie de réaliser l'une ou l'autre de ces deux hypothèses sans contredire votre principe menteur de *respect à la propriété*.

Ce qui est vrai pour la liberté, est également vrai pour l'égalité et la fraternité. Quoi! soutenir qu'il faut des riches et des pauvres, des rentiers et des producteurs, des exploitants et des exploités, est-ce là l'égalité et la fraternité? A qui fera-t-on jamais croire que le paysan et l'ouvrier, dont l'existence (en maintenant l'état des choses) serait éternellement suspendue au caprice du propriétaire et de l'entrepreneur, verront jamais un égal et un frère dans ce propriétaire et dans cet entrepreneur? vous vous moquez, en vérité, quand vous nous bernez de telles rapsodies; car ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on affirme une semblable contradiction; ça toujours été là, au contraire, la promesse des intrigants, des mangeurs, des aristocrates, des castes.

Ouvriers, travailleurs, ne dormons pas : on nous a dit : *Liberté, Égalité, Fraternité*; bien; mais prenons la République au mot; demandons sans cesse la réalisation pleine et entière de cette trinité immortelle. Sachons-le bien, pas de liberté, d'égalité, de fraternité possible sans une réorganisation de la propriété; c'est là la chaîne à laquelle tous les anneaux sociaux se rattachent; si vous ne la tenez pas, cette chaîne, d'une main ferme et obstinée jusqu'à la mort, la République vous jouera le plus sanglant des tours. Ce sera une farce, une comédie nouvelle et vous seuls payerez les frais, comme cela a eu lieu jusqu'à ce jour, de la représentation qui aura lieu au bénéfice de quelques intrigants. Donc, ne criions pas : *À bas la propriété!* mais criions de tous nos poumons : *Réorganisation de la propriété!* hors de là point de salut et avec cela l'ordre, la paix, l'harmonie sociale. Choisissez.

### Quelques conseils aux Électeurs.

A tous les jongleurs politiques du régime déchu, à toutes ces couleuvres que réchauffait le système, à tous ces fourbes qui ne viennent balbutier autour de nous le mot de *république* que pour mieux nous duper ensuite, nous pensons qu'on n'aura nulle peine à préférer la classe ouvrière avec sa franchise native, son sens droit. Aussi proposons-nous de choisir parmi les ouvriers, les plus éclairés, les plus fermes, les plus loyaux, les plus dignes, en un mot, de représenter le peuple. Ils sortent d'une rude, d'une douloureuse école, les ouvriers; cette école est celle du prolétariat; là, quelques-uns d'entre eux, repliés sur eux-mêmes, pour calmer les angoisses de la journée et oublier l'incertitude du lendemain, plongeant un regard soucieux dans l'avenir, en ont embrassé le vaste horizon; leur intelligence a été éclairée; là, aussi, leur cœur s'est formé, s'est agrandi, et l'on sait que celui qui possède un grand cœur ne peut manquer de faire un excellent citoyen.

Ces élus des ouvriers sauront essuyer nos larmes, car ils ont versé des larmes; ils sauront appaiser nos faims, car ils ont eu faim; ils sauront donner pâture à toutes les intelligences, ces prédestinés de l'enfer social qui n'ont pu saisir que quelques bribes de science sur le chemin de cette vie de compression qu'on pourrait plutôt appeler une mort lente; ils sauront bien mieux faire respecter tous les droits et faire remplir tous les devoirs que ces agents de la ruse et de la corruption pour qui le *droit* et le *devoir* n'étaient et ne sont encore que de vains mots, croyez-le bien, malgré leur conversion rapide. Ils présenteront, enfin, une tout autre attitude, devant le pays, que ces hommes faibles, à la voix sonore, aux paroles creuses, ces parasites bâtards qui, naguère, retenus au pouvoir par des racines quelque peu éloignées de leur tronc, se donnaient des airs de liberté.

Choisissons, avant tout, des hommes qui puissent sauver la République par leur énergie, par leur obscurité! la pauvreté! eh! que nous objecte-t-on là? pour nous ce sont des vertus civiques, car nous voulons des hommes qu'aucun engagement ne lie avec le passé.



Donc, au risque de prendre des hommes peu versés dans les grandes questions qui vont s'agiter bientôt dans l'Assemblée nationale, faisons tomber notre choix sur des prolétaires. Choisissons des hommes d'énergie et de cœur avant tout; la nation sera là pour éclairer leurs intelligences par les mille bouches de ses clubs et devant eux marchera la phalange lumineuse des socialistes et des économistes de la démocratie.

Citoyens, préparons des listes; inscrivons-y les noms des hommes à qui la voix publique accorde généralement la palme du patriotisme et des vertus civiques. Ajoutons aux noms de ces dignes citoyens élus ainsi d'acclamation, les noms des travailleurs en qui nous avons le plus de confiance. Oui, ajoutons leurs noms à ces noms généralement aimés. Le peuple apprendra bientôt à aimer ces noms nouveaux, nous en sommes persuadés. Et il les aimera d'autant mieux qu'il pourra se dire : Ceux-là sont les nôtres; c'est, en quelque sorte, nous! voyez, ô hommes du privilège! comme, dans l'accomplissement du but providentiel, nous laissons loin derrière nous vos deux Chambres, ces pierres d'achoppement du progrès!..

Sachons surtout nous entendre sur le choix des noms que nous devons laisser tomber dans l'urne électorale. Réunissons-nous, communiquons-nous nos choix, que nos listes soient uniformes; point de ces petits mouvements de jalousie qui pourraient tendre à rompre l'union entre les citoyens dans ces circonstances critiques; point de mesquines coteries devant l'œuvre grande qui doit s'accomplir. De l'abnégation, au contraire; sinon, de tous côtés, circuleront des listes dont la base flottante ne résistera pas à l'ébranlement du pavé sous les pas de la pesante cavalerie centrière. Et il serait honteux pour nous que le ventre réunit ailleurs ce que le cœur n'aurait pu réaliser chez nous!

#### Qu'est-ce qu'un bulletin de liste?

Paris (la Seine) a 34 députés à nommer. Il faut que tous les électeurs de la Seine concourent à l'élection de tous les députés. Pour cela, chaque électeur prend une liste sur laquelle il inscrit 34 noms, et les 34 noms qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages sont proclamés. Ainsi on n'élit pas par arrondissement, comme autrefois. L'élus est le député de la Seine, et non le député de tel ou tel arrondissement. On recueille les votes dans les sections; mais ce n'est qu'après le dépouillement des votes de toutes les sections que les noms des députés sont proclamés.

#### DES ÉCOLES.

La République inscrit sur son programme : *Éducation commune, gratuite et obligatoire.*

Ce titre soulève les questions les plus graves, les discussions les plus laborieuses.

Les bornes de cet article ne nous permettent pas de longs développements; et, d'ailleurs, nous n'avons pas le talent nécessaire pour traiter, sous toutes ses faces, l'immense problème de l'éducation.

Nous ne prendrons, dans le titre, que les termes : *Éducation commune et gratuite*; nous nous en servirons pour dire très brièvement quelque chose des écoles spéciales, de leurs abus, de la nécessité de les réformer, sans toutefois prétendre ériger un système.

Ces écoles ont constitué, jusqu'ici, un monopole au profit des familles riches; et, malgré les preuves de patriotisme que les jeunes gens de l'école Polytechnique ont surtout données, nous n'hésitons pas à affirmer que les institutions spéciales sont des pépinières d'aristocratie.

Examinons, pour exemple, les Ponts et chaussées dont les travaux sont l'application des études faites à l'école Polytechnique.

Tous ceux qui connaissent le corps des ingénieurs, pourraient facilement nous édifier sur les sentiments démocratiques de la plupart de ces citoyens, et nous dire ce qui leur est resté des traditions patriotiques de leurs premières années. Mais nous ne voulons pas accuser les hommes; ce n'est pas à eux qu'il faut reprocher le vice de l'institution, l'esprit qui la dirige et la conduit fatalement dans les voies de l'aristocratie. Citons des faits :

Un conducteur, tel instruit qu'il puisse être, ne sera jamais ingénieur; la raison, c'est que la fortune de sa famille ou toute autre circonstance, ne lui a pas permis d'entrer à l'école Polytechnique.

Dans l'armée, tout soldat peut devenir officier; pourvu qu'il ait la capacité requise, on ne s'inquiète pas s'il a étudié à Saint-Cyr ou ailleurs.

Pourquoi n'en est-il pas de même aux ponts-et-chaussées? — Le bon sens public ne comprendra jamais qu'un conducteur, quelquefois plus instruit que son ingénieur, soit condamné à rester toujours conducteur.

Cet abus seul prouve surabondamment que les écoles spéciales réclament un remaniement général, une organisation radicalement démocratique.

Les écoles de droit et de médecine nous donnent un exemple à suivre pour cette organisation.

Abolissez ici les diplômes payés, les inscriptions; dites que les cours sont *gratuits* ainsi que les examens et leur résultat; admettez à ces examens ceux qui se présenteront, sans leur demander des preuves d'études dans telle ou telle faculté; faites les médecins ou avocats, pourvu qu'ils répondent aux questions posées, qu'ils démontrent leur instruction et leur aptitude; en un mot, *supprimez le monopole*, et vous aurez une organisation applicable à toutes les écoles spéciales. Nous nous résumons :

*Cours publics et gratuits à l'École Polytechnique, aux Ponts-et-Chaussées, etc.*

#### Examens publics et gratuits.

Concours successifs pour passer d'une école à l'autre, et de là dans les services publics.

On nous objectera qu'il va surgir des difficultés d'exécution, surtout pour les Écoles militaires. — Nous répondrons : le principe d'égalité exige que tout citoyen passe à son tour sous les drapeaux; avant d'être officier, il faut d'abord être soldat. Si l'on ajoute que les élèves de l'École polytechnique n'étant pas tous destinés aux services civils, on ne peut établir entre eux des catégories diverses; les faire d'abord soldats, sans savoir s'ils choisiront la carrière militaire, etc. Nous dirons que, sans parler des Écoles régimentaires qui simplifieraient singulièrement la question, le mode de recrutement de l'armée sera profondément changé, se coordonnera avec l'éducation générale, et fera, nous en sommes sûrs, disparaître les difficultés dans l'ensemble des nouvelles mesures.

Quoiqu'il en soit, et si l'on admettait des exceptions, nous rappelons que, pour sauvegarder l'intérêt des études et les garanties de capacité, on ne peut altérer le principe d'égalité, qui ne saurait jamais fléchir.

L'éducation doit être *commune et gratuite* : Il faut que cette conséquence de l'égalité reçoive tous ses développements et soit appliquée dans toute sa vérité.

Nous nous arrêtons; nous avons indiqué l'abus, nous énonçons quelques idées de réforme. C'est aux hommes compétents, c'est à l'Assemblée nationale qu'il appartiendra de féconder ces idées, d'ouvrir une large voie à l'intelligence humaine, d'asseoir sur une base inébranlable le dogme de l'égalité, inscrit sur le drapeau républicain, avec ceux de la liberté et de la fraternité qu'il sanctionne comme il est sanctionné par eux.

Nota. Nous avons été forcés, dans cet article, d'arrêter le développement de notre pensée. Le temps et l'espace nécessaires nous ont manqué. Bientôt, peut-être, il nous sera donné de nous étendre plus longuement sur le sujet que nous avons à peine effleuré.

#### Nouvelles diverses.

La révolution n'a rien changé au ministère de la guerre; les positions fastueuses, les sinécures existent toujours. Les généraux attachés aux comités d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et de génie, qui ne fonctionnent plus, n'en touchent pas moins 18,000 fr. de traitement par an. Nous pensons que le nouveau ministre détruira ces abus.

(Réforme.)

Les journaux rapportaient ces jours derniers que Granier de Cassagnac, l'ancien rédacteur du *Globe*, l'ex-rédacteur du journal *l'Époque*, l'homme stipendié par les colons pour soutenir l'esclavage, tout nouvellement converti au républicanisme *le plus pur*, avait été honteusement chassé d'un club démocratique, parmi les membres duquel il s'était glissé. Voici un fait peu près semblable : Thiers s'est présenté au Club des Provençaux comme candidat à l'Assemblée constituante, sa candidature a été repoussée à la presque unanimité, ce qui a paru, dit-on, le mortifier beaucoup. Le caractère du politique artificieux et mal intentionné dont il est question, se serait-il démenti pour un si faible échec? Nous ne le croyons pas! Thiers va faire une trouée ailleurs... Regardez-y bien, vous allez voir reparaitre sa tête plus loin.

Le 24 février matin, le personnel de la barricade de la rue Neuve-Saint-Denis, à côté de la rue Saint-Martin, étant peu nombreux, on imagina, afin d'accélérer au plutôt la besogne tout en menaçant ceux qui devaient défendre la barricade, d'y faire transporter six pavés par chaque passant (les femmes exceptées). Un homme se poste avec son fusil pour faire exécuter le projet, et chacun de s'exécuter. Une citoyen, ceint d'une écharpe, veut néanmoins traverser la barricade sans remplir la condition.

— Six pavés... comme les camarades, lui crie le factionnaire improvisé.

— Je suis le maire du cinquième arrondissement, répond-il...

— N'importe... Six pavés!

— Mais...

— Des pavés... vous dis-je? sans cela, l'on ne passe pas...

Le magistrat obéit.

Au moment où les hommes du lendemain se précipitent avec tant d'acharnement à la curée des places, vers la candidature aux grades de la garde nationale, ou vers celle de représentants à l'Assemblée constituante, en invoquant tant de titres dérisoires, combien en est-il qui voudraient avoir ces six pavés à jeter dans la balance où chacun se hâte de faire peser les gages antérieurs qu'il a donnés à la République.

#### Bons patriotes.

Chaque jour, dans le louable but de venir en aide au Gouvernement provisoire, une foule d'ouvriers de professions diverses lui apportent le montant d'une journée qu'ils s'imposent volontairement, soit par mois, soit par semaine. Nous citerons, au nombre de ces excellents cours, les ouvriers des ateliers des Messageries générales, les employés de la maison Trelon, Weldon et Weil, fabricants de boutons à Paris, les ouvriers typographes des imprimeries Martinet, Vinchon et Gros, des journaux la *Patrie*, le *Commerce*, etc., etc.

Le digne citoyen Sobrier, que nous connaissons tous, vient de mettre à la disposition du Gouvernement provisoire une somme de 20,000 fr. pour créer le capital social destiné à féconder les travaux de l'ouvrier et de l'agriculteur.

M. Schmolle-Jacob, rue Montorgueil, 15, fait don à la République d'une somme de 100 fr.

Une jeune patriote offre à la République ses plus précieux joyaux.

M. Brunswick, rue Montorgueil, 65, offre 20 fr.

Les ouvriers et employés de la maison Lami, rue Montmartre, 82,

font déposer par M. Leseoche, leur délégué, le produit d'une collecte montant à 107 fr.

La Société des Travailleurs du chemin de fer d'Orléans fait, à titre de don patriotique, l'abandon d'une journée de travail, et dépose entre les mains du Gouvernement 2,254 fr. 75 c.

M. Salmon, au nom de la Société des acteurs et faatrices de la vente en gros de la marée, donne 600 fr.

Les ouvriers de la fabrique de pompes à incendie du citoyen Fland, rue Jean-Goujon, 47, donnent, à titre de don patriotique, une journée de travail s'élevant à 150 fr.

**Club des Travailleurs-libres.** Séance du mardi 22 mars. **Ordre du jour :** Conditions d'admission à l'Assemblée constituante. Quel doit être le caractère du représentant? De quelle nature doivent être les gages qu'il a déjà donnés à la cause de la République?

Il faut d'abord, dit le citoyen Pernet, que le candidat soit probe; non de cette probité bourgeoise qui consiste à vivre dans un fait plus ou moins corrompu, reconnu et adopté généralement par la société, mais de cette probité qui a sa racine dans des principes. Il faut aussi qu'il ait déjà donné des gages à la République; gages matériels ou moraux, d'assentiment ou d'action. Après plusieurs considérations générales, qui ne sont pas sans valeur, l'orateur conclut à cette formule qui doit caractériser selon lui le type du bon représentant : Probité, intelligence, civisme, patriotisme.

Quelques orateurs parlent tour à tour. Le candidat à la représentation nationale doit avant tout, selon ces citoyens, être un homme intelligent, capable de traiter les grandes questions sociales qui doivent être agitées dans cette assemblée.

Le cit. Robert (du Var) se montre moins exigeant que les précédents orateurs. Il propose d'envoyer des ouvriers à l'Assemblée constituante. Dans un discours fort chaleureux, il démontre clairement que le prolétaire, par sa position exceptionnelle même, a dû rester moins étranger que tout autre aux questions d'avenir dont la Constituante va s'occuper. « Il est, dit-il, plus à la hauteur de cette œuvre que les riches, esclaves malgré eux de leur position; il n'est guère possible à ceux-ci d'entrer dans la voie d'une révolution toute nouvelle, faite par le prolétaire et pour le prolétaire. Cette révolution, ils ne sauront y acquiescer entièrement, parce qu'ils n'auront su la comprendre. La richesse est là, comme un anneau scellé dans le sol, qui arrête leurs plus magnifiques élans. Robert (du Var), enfin, exhorte ensuite le détachement, la vertu stoïque, l'abnégation superbe, devant les pouvoirs tentateurs, des citoyens Raspail, Cabet, Proudhon, Pierre Leroux. « Au milieu de la corruption générale, dit-il, ces dignes fils du peuple, auxquels l'on offre si souvent des places et de l'or, sont toujours restés pauvres et purs... Citoyens, c'est par ces hommes honnêtes et dévoués qu'il faut commencer nos listes. » L'orateur, répondant à quelques citoyens qui lui opposent dans la classe riche certains membres du gouvernement provisoire, Lamartine, Arago, etc., répond que les citoyens qu'on cite sont d'honorables exceptions à la règle et qu'il est persuadé, lui, que si Lamartine, Arago, etc., étaient issus du peuple, ils eussent fait bien d'avantage encore pour le peuple. Par suite de ces considérations, il engage les membres du Club à n'accorder que difficilement leurs suffrages aux riches; car ce serait dans ce cas, donner des armes à ses ennemis.

Un orateur, inconnu pour la plupart des membres de l'assemblée, vient appuyer la proposition du citoyen Robert (du Var); il déclare être ouvrier; il a parlé avec feu, avec éloquence même, l'assemblée l'a applaudi et manifeste le désir de savoir son nom : « Je me nomme Garde, dit-il. Quelques amis me poussant à la candidature de la Constituante, vos encouragements m'enhardissent à réclamer vos suffrages. » Applaudissements. La séance est levée.

#### APPEL AUX OUVRIERS.

CLUB RÉPUBLICAIN  
DES

#### TRAVAILLEURS-LIBRES

Rue du Vertbois, 10, 6<sup>e</sup> arrondissement.

Les clubs sont les barricades vivantes de la démocratie. À l'aide des barricades matérielles du 24 février, nous avons renversé l'étayage verrouillé de la royauté constitutionnelle avec sa corruption, ses privilèges et ses abus; à l'aide des barricades morales qu'on nomme *clubs*, nous poserons, il faut l'espérer, les institutions sans lesquelles la République ne serait qu'un vain mot. C'est par les clubs, c'est par cette seconde Assemblée nationale, toujours permanente, toujours agissante, que doit s'édifier le nouvel ordre social. C'est du sein de ces assemblées réellement populaires, c'est de ce creuset d'opinions diverses, de discussions brûlantes que doivent sortir, sinon entièrement résolues, du moins agrandies et épurées, toutes les questions d'avenir dont la Constituante, artiste sublime, va bientôt s'emparer, pour constituer le règne réel de l'égalité; c'est des clubs enfin, centres actifs d'élection, que sortira la Constituante elle-même. Travailleurs! comme membre du souverain, chacun de vous aujourd'hui a une mission à remplir; et vous le sentez bien. Si vous n'êtes déjà en activité dans cette cité nouvelle de l'opinion, venez à nous, nous agissons de concert.

Les membres du club des Travailleurs libres :

ROBERT (du Var), Hippolyte BLAY,  
CARIOT, COUTURAT,  
Auguste SALIÈRES, LENZ,  
Charles SOUDAN, Etc., etc., etc.

Nota. Les séances ont lieu le mardi, jeudi et samedi, à 6 heures 1/2 du soir.

Le Gérant-Rédacteur : A. SALIÈRES.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 11, rue de la Monnaie.